

La démocratie et le droit du travail sont en danger.

Le Président de la République prépare un Projet de Loi qui vise à permettre au gouvernement de prendre des mesures par ordonnances pour l'emploi. C'est la triste mais éclatante démonstration de l'autoritarisme d'Emmanuel Macron qui s'apprête ainsi à bafouer toute légitimité du Parlement. Il est également démontré là qu'il ne faut pas lui donner une majorité présidentielle absolue, cela signifierait mettre l'Assemblée Nationale dans l'impossibilité de proposer, de discuter, d'amender, de légiférer librement comme le prévoit notre Constitution.

Imposer la Loi par ordonnance est un retour au 19ième siècle, c'est pire encore que le recours au 49.3 dont pourtant la majorité des français ne voulait pas.

Et puis agir sur le droit du travail par ordonnance, c'est bafouer le nécessaire dialogue social qui a construit le progrès dans notre pays. Rappelons-nous que si Emmanuel Macron a obtenu la majorité des suffrages, c'est par report des voix anti Le Pen, alors que la Loi El Khomri, qu'il souhaite ainsi renforcer, était rejetée par la grande majorité des Français parce que synonyme de régression sociale.

Laissez les députés légiférer, sans dogmes, libérés des promesses électorales inconsidérées, sans mots d'ordre, avec discernement, pour l'emploi, pour le respect et les conditions de travail et de vie, dans l'intérêt général.

C'est pour cela aussi qu'il faut des députés de gauche à l'Assemblée.

Hervé Féron,
candidat aux élections législatives sur la 2ème circonscription de Meurthe-et-Moselle.